



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE

La Côte d'Ivoire Étude de cas

**Brouillon
(Avant-projet)**

Dr. Mathurin Houngnikpo

1. Introduction

Au cours des premières décennies de la période postcoloniale, la Côte d'Ivoire a été un modèle de stabilité politique et économique. Compte tenu de ses niveaux impressionnants de croissance économique des années 60 au début des années 80, le succès du pays fut surnommé le « miracle ivoirien ». Bien que ce « miracle » se rapporte principalement à ses réalisations économiques, la stabilité sociopolitique de la Côte d'Ivoire pendant cette période fut tout aussi impressionnante. Un certain nombre de facteurs contribuent à expliquer le règne relativement pacifique de Houphouët-Boigny de 1960 à 1993, à l'instar de son approche globale de la politique consistant à adopter une culture de dialogue, de compromis, de récompense, de punition, de pardon et de réintégration ; le soutien sans équivoque de la France tout au long de son règne ; son utilisation d'incitations économiques pour coopter et apaiser les rivaux potentiels ; et son « système de quotas ethniques » qui assurerait un équilibre entre les différentes régions et les groupes ethniques au sein des institutions étatiques. Bien que la fin du miracle ivoirien dans les années 1980 ait contribué à exacerber les tensions et à provoquer des conflits entre les populations autochtones et migrantes dans les régions cacaoyères occidentales et les centres urbains, l'emprise de Houphouët-Boigny sur le pouvoir politique n'a pas vacillé. Les alliances interethniques d'élites et la coopération au sein du parti au pouvoir, conjuguées à des équilibres ethno-régionaux entre les forces militaires, ont découragé une insurrection militaire ou un coup d'État.

La mort de Houphouët-Boigny en 1993 et la succession de Bédié à la présidence déclenchèrent une scission au sein du parti PDCI au pouvoir car, quelques mois après son accession au pouvoir, un groupe dissident est né pour former le *Rassemblement des Républicains (RDR)* sous la direction d'Alassane Ouattara. Les tensions ethniques persistantes et la nouvelle politique d'« Ivoirité » ou « d'Ivoirien pure souche » rendent l'environnement politique intenable et l'exclusion de Ouattara des élections présidentielles de 1995 a finalement marqué le début de la spirale descendante de la politique de plus en plus polarisée de la Côte d'Ivoire. Tout au long de la fin des années 90, le climat politique a continué de s'aggraver, au fur et à mesure que les divisions ethniques et régionales se creusèrent rapidement.

Après plusieurs tentatives de coup d'Etat et des accords non respectés, les élections présidentielles de 2010 entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ont conduit à une crise militaro-politique qui a entraîné la mort de près de 3 000 personnes et le déplacement de plus d'un million. En fin de compte, avec l'aide indirecte des forces de l'ONU et l'important soutien des troupes françaises, les forces pro-Ouattara ont réussi à capturer Gbagbo le 11 avril 2011, après avoir assiégé le palais présidentiel pendant 10 jours. L'impasse démocratique s'est donc arrêtée après cinq mois de conflit prolongé entre les parties opposées et, le 21 mai 2011, Ouattara a été officiellement investi comme président.

Avec le président Ouattara en fonction, la Côte d'Ivoire, tout en restant dans une situation post-conflit, a entamé une phase de redressement progressif grâce à une amélioration significative du fonctionnement du gouvernement central, au déploiement national de l'administration et à l'adoption de réformes macroéconomiques qui aideront à la reprise. Toutefois, Ouattara s'est rendu compte que le secteur de la

sécurité devait être réorganisé. Dans une stratégie à deux volets, le président a pris la décision d'embarquer la Côte d'Ivoire non seulement pour une réforme du secteur de la sécurité (RSS), mais aussi pour la rédaction d'une stratégie de sécurité nationale (SSN).

2. Stratégie/plan national ou sectoriel de sécurité

Après la fin des années de conflit entre les troupes gouvernementales et les rebelles, le gouvernement ivoirien s'est engagé depuis 2011 dans la difficile tâche à restaurer l'unité du pays, à réconcilier la société divisée et à réformer le secteur de la sécurité. Le gouvernement s'est engagé à promouvoir la paix et la réconciliation en Côte d'Ivoire et à veiller à ce que les responsables de violations flagrantes des droits humains soient tenus responsables. Pourtant, les institutions de sécurité nationale n'ont pas les capacités structurelles et humaines nécessaires pour assurer une protection adéquate à la population. L'ambitieuse stratégie « Emergence 2020 » du gouvernement ne pourrait être mise en œuvre sans une stratégie globale de sécurité nationale.

Ayant réalisé que les forces de sécurité et de défense sont devenues des instruments défendant un régime et non la république, et le gouvernement se voit ainsi pris en otage par ces forces conscientes de leur rôle de maintien au pouvoir, le président Ouattara a décidé de rompre ce cycle vicieux en exigeant un nouveau document de stratégie de sécurité nationale. Les rédacteurs ont été invités à garder à l'esprit que la sécurité humaine est l'épine dorsale de la sécurité en Côte d'Ivoire et que les menaces auxquelles le pays doit faire face doivent être identifiées et classées par ordre de priorité. En d'autres termes, la définition de la sécurité devrait aller au-delà du type de sécurité fournie par les acteurs étatiques et devrait englober un rôle plus large pour la société civile. Il a également été rappelé aux rédacteurs que le document final devrait permettre des missions telles qu'intégrer les forces combattantes dans une armée nationale, redimensionner le secteur de la sécurité pour répondre de manière adéquate aux défis sécuritaires d'un pays donné et s'assurer que les ressources nationales limitées, qui sont divisées de manière responsable entre les priorités sécuritaires et de développement, adressent les préoccupations pressantes du pays.

En ce qui concerne le financement de la stratégie, le manque de visibilité dans les caisses nationales n'a pas permis de compter sur le gouvernement pour financer sa propre stratégie de sécurité. Par conséquent, les pays partenaires qui ont soutenu Ouattara lors du conflit postélectoral ont fourni une assistance technique et de l'argent. Malheureusement, la forte dépendance vis-à-vis du soutien financier extérieur continue de rendre la stratégie de sécurité nationale extrêmement difficile à mettre pleinement en œuvre. En fin de compte, le document, qui est public et en ligne, s'est synchronisé assez bien avec les documents de sécurité sectoriels précédents afin d'éviter les conflits et les contradictions. Plusieurs plans d'action demeurent confidentiels et préconisent une mise en œuvre efficace.

3. Processus (développement et mise en œuvre)

Au tout début de sa présidence, Ouattara a décidé d'axer les réformes sécuritaires et politiques sur le changement des relations entre les politiciens, les institutions de sécurité et la population dans son ensemble, dans le cadre d'un processus de réconciliation plus large entre les Ivoiriens eux-mêmes. L'accord politique sur la RSS est censé déterminer au niveau stratégique ce à quoi ressemblera la nouvelle architecture de sécurité nationale du pays. Il devra émerger d'un dialogue national impliquant la population, les acteurs du secteur de la sécurité, les autorités locales et les acteurs non étatiques dans un débat public plus large sur la réforme et la restructuration des forces armées et autres institutions du secteur de la sécurité. En termes de représentation, cependant, la période de rédaction du SSN n'a pas permis de rassembler toutes les parties prenantes clés. Le défi consistait à inviter d'anciens ennemis à discuter des questions de sécurité nationale. Non seulement l'ambiance au sein des forces Ouattara concernant l'implication des ennemis d'hier était plutôt négative, mais le niveau de confiance n'était pas propice à une telle coopération. Cependant, le président a entamé le processus.

Les rédacteurs ont été fortement aidés par les Nations Unies, la France et d'autres partenaires. Les participants comprenaient essentiellement des forces/agences loyalistes Ouattara et leur soutien. C'était délibérément un processus discriminatoire au début. Les organisations de la société civile et les femmes ont été laissées à l'écart (elles n'auraient peut-être même pas accepté de se joindre si on le leur demandait). Il y avait une division claire du travail et, dans une certaine mesure, la coordination et la collaboration interinstitutionnelle ont prévalu. Cependant, la composition du groupe n'a pas permis un véritable débat global. Bien que, le financement a été largement discuté avec la triste réalité que la Côte d'Ivoire devrait faire confiance à ses alliés avec la mise en œuvre. Le produit final, NSS 2014-2024, ne contient aucune section sur le suivi de la performance ni sur les mécanismes d'évaluation. Seulement, les décrets ultérieurs du président ont imposé des audits périodiques, des réévaluations et des réajustements.

4. Surveillance

Dans son message, le président Ouattara a rappelé aux rédacteurs la nécessité de non seulement impliquer les parlementaires dès le départ, mais aussi de s'assurer qu'ils valident à la fin le fruit de leur travail. Sans être intimement associée au début, la commission de sécurité et de défense de l'Assemblée nationale semble avoir compris très tôt que les traits les plus importants d'une société démocratique sont la subordination du gouvernement ou des institutions étatiques aux lois approuvées par un parlement élu ; la garantie des droits de l'individu à une procédure légale régulière et à la liberté d'expression, de réunion et de mouvement ; un pouvoir judiciaire doté d'une indépendance suffisante vis-à-vis du parlement et de l'exécutif afin d'agir comme gardien de la loi et de ces droits individuels. Malheureusement, jusqu'à récemment, la commission a été dans l'incapacité de remplir ses devoirs, faute de volonté politique pour surveiller un régime « ami » et de ressources adéquates.

Ayant été ignorées au départ, les organisations de la société civile, les femmes, les médias, etc. sont longtemps restés absents du débat sur les questions de sécurité nationale. En raison du ressentiment

persistant et du désaccord sur certaines décisions clés en matière de sécurité et de défense prises par le régime Ouattara, les universitaires et les hommes politiques encore fidèles à l'ancien président Gbagbo n'ont émis que des critiques sporadiques du document. Il a fallu une sorte d'ouverture politique avec la libération de certains prisonniers politiques, un dégel politique général et des menaces terroristes globales pour que les hommes politiques de l'opposition commence à échanger sur la façon de mieux protéger le pays. Par conséquent, sans modifier fondamentalement le SSN, il existe d'autres documents tels que la stratégie maritime nationale et la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, pour n'en nommer que quelques-uns, qui ont bénéficié d'une plus grande coopération des anciens « ennemis ».

De manière quasi consensuelle, toutes les parties se réunissent, dans le cadre de dialogue national, pour réexaminer la manière dont l'environnement sécuritaire de la Côte d'Ivoire pourrait être renforcé. Il apparaît à la fois aux dirigeants et à l'opposition que les enjeux sont trop élevés pour laisser Ouattara et ses loyalistes élaborer le SSN sans aucune contribution d'autres parties prenantes clés. Il est à espérer que le dégel continu de l'environnement politique permettra un dialogue plus approfondi et authentique susceptible de fournir au pays le réajustement nécessaire et une protection efficace du point de vue de la sécurité humaine.

5. Conclusion

Oui, la Côte d'Ivoire s'est distancée de la violence et des conflits qui ont bouleversé tant de vies et déchiré les communautés, en partie grâce aux dividendes de la paix que les Nations Unies ont contribué à mettre en place. Cependant, il existe un défi permanent pour empêcher que ces dividendes de la paix ne s'inversent. Le pays a bénéficié de plus de sept années de paix et de sécurité relatives depuis une crise post-électorale dévastatrice en 2010-2011. Cependant, bon nombre des tensions sous-jacentes qui ont conduit à la violence ethnique ne sont toujours pas résolues, notamment un processus de réconciliation nationale incomplet et une concurrence continue.

Malgré des efforts considérables, le gouvernement ivoirien continue d'être confronté à de graves difficultés pour faire face à une culture d'impunité de longue date, de réformer les forces de sécurité et de renforcer les institutions de l'état de droit, menaçant les perspectives de paix et de développement à long terme du pays. Ni une stratégie de sécurité nationale ni une stratégie nationale RSS n'ont été en mesure de modifier fondamentalement le paysage politique et sécuritaire du pays. Les documents ne peuvent à eux seuls redresser des décennies de torts, jusqu'à ce que les êtres humains fassent le vœu de renouer avec une paix, une sécurité et un développement économique durables.